



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/310 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent  
Société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS à Jans**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié, relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

**Vu** le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 autorisant la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, dont le siège social est situé 2030, chemin de Queyrel, 13 760 SAINT-CANNAT, à exploiter un parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale de 12 MW sur le territoire de la commune de Jans ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/ICPE/298 du 18 novembre 2021 autorisant la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, dont le siège social est situé 2030, chemin de Queyrel, 13 760 SAINT-CANNAT, à exploiter un parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale de 12 MW sur le territoire de la commune de Jans ;

**Vu** le rejet du pourvoi déposé le 2 juin 2022 par un tiers intéressé devant le Conseil d'État et rejeté par le Conseil d'État le 19 décembre 2022 ;

**Vu** la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS le 3 septembre 2024 concernant la modification du gabarit des aérogénérateurs ainsi que leur emplacement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/146 du 30 avril 2025 portant prescriptions complémentaires d'exploiter un parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale de 14,4 MW et d'un poste de livraison sur le territoire de la commune de Jans ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/244 du 9 juillet 2025 portant prorogation du délai de validité de l'autorisation environnementale délivrée par arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 modifié autorisant l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire de la commune de JANS ;

**Vu** le courrier en date du 30 juin 2025 de la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, sollicitant une modification de la puissance installée ainsi que l'extension de la période de travaux ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS le 9 septembre 2025 ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 16 septembre 2025 ;

**Considérant** que le projet, qui consiste au changement du modèle d'éolienne induisant une augmentation de la puissance installée des éoliennes :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION**

---

#### **CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION**

##### **Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS dont le siège social est situé 2030, chemin de Queyrel, 13 760 SAINT-CANNAT, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Jans, des installations détaillées aux articles I.2.1 et I.2.2 du présent arrêté.

##### **Article I.1.2. Prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 complété par l'arrêté préfectoral n°2021/ICPE/298 du 18 novembre 2021, l'arrêté préfectoral n°2025/ICPE/146 du 30 avril 2025 et l'arrêté n°2025/ICPE/244 du 09 juillet 2025 accordant à la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 4 aérogénérateurs sur la commune de Jans, restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par celles du présent arrêté.

#### **CHAPITRE I.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS**

##### **Article I.2.1. Liste des installations concernées au titre de la nomenclature des ICPE**

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur maximale en bout de pale : 200 m Hauteur maximale au moyeu : 125 m Diamètre maximal du rotor : 150 m  Nombre d'aérogénérateurs : 4 • Aérogénérateur 1 : 3,7 MW • Aérogénérateur 2 : 3,7 MW • Aérogénérateur 3 : 4,8 MW • Aérogénérateur 4 : 4,8 MW  Puissance totale installée en MW : 17	A

### CHAPITRE I.3. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

#### Article I.3.1. Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011

L'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le montant initial des garanties financières à constituer par la société d'exploitation PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS est établi à partir de la formule suivante :

lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2,0 MW :

$$Cu = 75\,000 + 25\,000 \times (P-2)$$

où :

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

Soit pour les aérogénérateurs 1 et 2, un montant par aérogénérateur de :

$$Cu = 75\,000 + 25\,000 \times (3,7 - 2) = 117\,500 \text{ €}$$

Soit pour les aérogénérateurs 3 et 4, un montant par aérogénérateur de :

$$Cu = 75\,000 + 25\,000 \times (4,8 - 2) = 145\,000 \text{ €}$$

Le montant initial des garanties financières à constituer à compter de la mise en service du parc, s'élève donc à 525 000 €.

Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières.

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

#### Article I.3.2. Réduction de la période d'interdiction des travaux

Le premier paragraphe de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 : « Les travaux de destruction ou d'élagage de ligneux, de terrassement et de coulage des fondations seront réalisés en dehors de la période de reproduction des oiseaux nicheurs protégés, soit en dehors de la

période allant du 1er mars à mi-août. Cette mesure permettra également d'éviter la destruction des nichées d'écureuil roux et de lézard des murailles. »

est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les travaux de destruction ou d'élagage de ligneux, de terrassement et de coulage des fondations seront réalisés en dehors de la période de reproduction des oiseaux nicheurs protégés, soit en dehors de la période allant du 1er mars à mi-août. Cette mesure permettra également d'éviter la destruction des nichées d'écureuil roux et de lézard des murailles. Par exception aux conditions ci-dessus, les travaux de terrassement pour le remblaiement des fondations seront exceptionnellement autorisés jusqu'au 31 mars.

Afin de prévenir les impacts sur la faune liés à la réduction de la période d'interdiction des travaux, l'exploitant s'assure par le passage d'un écologue au mois de février de la compatibilité des travaux avec la préservation de la faune, notamment l'avifaune nicheuse, l'écureuil roux et le lézard des murailles.

Un compte rendu d'expertise écologique concluant à cette compatibilité est adressé à l'inspection des installations classées avant le 1<sup>er</sup> mars. »

---

## **TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS**

---

### **CHAPITRE II.1. SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement.

### **CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture **prévue au même article**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune de Jans.

### **CHAPITRE II.4. EXÉCUTION**

La Secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Jans, ainsi qu'au bénéficiaire de l'autorisation environnementale.

**Châteaubriant, le 30 SEP. 2025**

**Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

**Marc MAKHLOUF**



